

Calendrier électoral au Venezuela



Par Roberto Morejón

Les élections au Venezuela ont attiré l'attention frénétique de la presse hégémonique, basée sur la spéculation quant à leur tenue et la recherche à tout prix d'un candidat de l'opposition pour s'opposer à celui du chavisme.

En vue des élections prévues pour 2024, des conjectures et des mensonges ont été échafaudés qui ne semblent pas avoir de limites, même face à l'annonce par le Conseil national électoral d'une date précise pour les élections présidentielles.

En effet, les Vénézuéliens savent déjà que la date prévue pour le scrutin est le 28 juillet, jour de l'anniversaire du leader bolivarien Hugo Chávez, grand inspirateur des aspirations libertaires du pays.

Chávez, qui a remporté des victoires répétées dans les urnes, a établi une norme dans la nation sud-américaine qui a été maintenue par ses partisans, bien qu'ils aient dû, comme lui, faire face à des campagnes de diffamation.

C'est ce qui se passe actuellement, quelques heures après l'annonce de la date du 28 juillet, conformément à l'un des accords conclus entre le gouvernement et l'opposition la plus radicale.

Il se trouve que les Etats-Unis et les plus récalcitrants se disent irrités parce que la personnalité de leur choix, María Corina Machado, est interdite d'exercer une fonction publique pendant 15 ans.

Comme ils l'ont fait auparavant avec Juan Guaidó, à la Maison Blanche et au Congrès américain, ils veulent que les Vénézuéliens considèrent Machado comme la leur, malgré sa trajectoire scabreuse.

Issue d'une famille riche, elle a été, avec le fugitif Leopoldo López, le moteur de violentes manifestations au Venezuela, où elle a même déclaré qu'il ne serait pas possible d'obtenir un retour à la légalité sans recourir à la force.

Face à la disqualification de Machado, le Nord a menacé de réimposer des sanctions sur le secteur pétrolier et gazier en avril prochain, après les avoir partiellement suspendues, comme il l'avait fait pour l'entreprise publique d'extraction d'or.

Insatisfait, le gouvernement de Joseph Biden a prolongé d'un an la déclaration d'urgence nationale sur le Venezuela, en raison de ce qu'il appelle une menace pour sa sécurité et sa politique étrangère.

Ce nouveau signe d'hostilité vient s'ajouter à l'arsenal de sanctions qui ont affecté le niveau de vie des Vénézuéliens, sans pour autant détourner le pays de sa voie indépendante et souveraine.

Les États-Unis, l'Union européenne et la presse corporatiste devraient laisser les Vénézuéliens tranquilles afin qu'ils puissent décider dans les urnes du candidat qu'ils préfèrent, sans pression extérieure.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/349328-calendrier-electoral-au-venezuela>



Radio Habana Cuba